

Un marathon à suspens

Sept élections régionales sont prévues pour 2011 en Allemagne

François Talcy*



Le hasard du calendrier politique fait que les électeurs de sept *Länder*, peut-être huit même, sont appelés aux urnes en 2011 en l'espace de huit mois. Chaque région ayant sa spécificité, il est difficile de se lancer dans des pronostics.

L'Allemagne se retrouve en campagne quasi permanente. Le jeu des coalitions est incertain, mais les conséquences de chaque scrutin sont déjà prévisibles pour le gouvernement fédéral.

20 février – Hambourg : Le premier rendez-vous électoral n'était pas prévu initialement : il s'agit en effet d'élections anticipées après l'échec de la coalition entre chrétiens-démocrates et Verts (la première du genre en Allemagne) et la démission surprise du bourgmestre de Hambourg Ole von Beust en août 2010. Le parti social-démocrate pourrait reconquérir son ancien bastion avec les Verts (*Dokumente/Documents* proposera une analyse de ce scrutin dans son prochain numéro).

Une autre élection anticipée pourrait avoir lieu en Rhénanie du Nord-Westphalie, où une coalition sans majorité gouverne depuis le mois de juillet 2010 avec le soutien tacite de *Die Linke*.

20 mars – Saxe-Anhalt : Dans ce *Land*, le chrétien-démocrate Wolfgang Böhmer gouverne depuis 2002, avec les libéraux jusqu'en 2006, avec les sociaux-démocrates depuis le dernier scrutin. Il a décidé de ne plus se représenter (il a 75 ans) et de laisser la place à Reiner Haseloff. Mais ce dernier ne parvient pas à faire remonter les sondages en faveur du parti, même si celui-ci peut espérer rester la plus forte formation politique du *Landtag*. Quant aux autres partis, ils sont en chute libre : les libéraux pourraient même ne plus siéger au Parlement de Magdebourg. Seule la nouvelle Gauche espère tirer son épingle du jeu en arrivant

en tête et revendiquer le poste de ministre-président. Restera dans ce cas à régler l'épineuse question de la coalition. Plus probable semble être une grande coalition CDU-SPD.

27 mars – Bade-Wurtemberg : Les libéraux craignent également pour leur survie dans cette région, où ils ont pourtant toujours dépassé la fatidique barre des 5 % de suffrages. Stefan Mappus, ministre-président chrétien-démocrate depuis février 2010, peut espérer rester à la tête d'une coalition avec des sociaux-démocrates également en perte de vitesse. A moins que les Verts, encouragés par les manifestations de Stuttgart contre les projets de gare souterraine, ne viennent troubler le jeu politique et s'imposer face aux grandes formations.

27 mars – Rhénanie-Palatinat : Ce scrutin sera difficile pour le ministre-président social-démocrate Kurt Beck, en place depuis 16 ans, avec même une majorité absolue des sièges depuis 2006. Le score de la candidate chrétienne-démocrate Julia Klöckner, 37 ans, pourrait frôler celui du candidat SPD, mais le score de ses alliés potentiels libéraux reste une incertitude. Le SPD serait contraint alors de former une nouvelle coalition avec les Verts.

22 mai – Brême : Dans le plus petit *Land* d'Allemagne, les sociaux-démocrates sont au pouvoir depuis la fin de la guerre et gouvernement alternativement avec les libéraux (menacés de survie cette année) ou les Verts. Jens Böhrnsen pourrait rester en place.

* François Talcy est journaliste indépendant.

4 septembre – Mecklembourg-Poméranie occidentale : La situation dans le Nord du pays ne devrait pas non plus évoluer, même si la CDU espère gagner des voix par rapport à 2006. Le ministre-président social-démocrate Harald Ringstorff avait scellé en 1998 une coalition avec la nouvelle Gauche, son successeur, Erwin Sellering, également SPD, gouverne actuellement avec la CDU à Schwerin. Dans ce Land, les sondages ne sont guère favorables aux Verts, les libéraux et *Die Linke* pourraient améliorer leurs résultats de 2006.

18 Septembre – Berlin : le dernier rendez-vous électoral, sauf surprise, sera pour Berlin, où le SPD du bourgmestre Klaus Wowereit avait mis fin en 2001 à une coalition avec la CDU pour gouverner ensuite avec les Verts et l'accord tacite de la nouvelle Gauche avant de s'allier avec *Die Linke* en 2002.

Un enjeu national

Même si les résultats sont essentiellement régionaux, les conséquences risquent bien de compliquer le travail de la coalition chrétienne-libérale de la chancelière Angela Merkel. Car les scrutins de ces sept élections régionales (celle de Rhénanie du Nord-Westphalie est encore hypothétique) décident de la couleur politique de 27 des 69 voix dans la Chambre des *Länder* (*Bundesrat*). Sans majorité, il sera difficile de faire adopter des lois fédérales. Actuellement (avant les élections de Hambourg qui dispose de trois sièges au *Bundesrat*), il manque déjà une voix à la coalition gouvernementale. Rien ne dit pour autant que l'un ou l'autre camp (CDU-FDP d'un côté, SPD-Verts de l'autre) pourra disposer d'une majorité de 35 sièges. Il faut en effet tenir compte des coalitions régionales qui sont différentes de l'alliance fédérale : lorsque des chrétiens-démocrates gouvernent par exemple avec des sociaux-démocrates ou des Verts, leurs représentants doivent s'abstenir (sauf bien sûr s'ils approuvent le projet de loi présenté par Berlin), ce qui revient en fin de compte à un vote négatif de ces délégués « neutres » tant que le projet en question n'obtient pas la majorité absolue des suffrages.

Chaque scrutin régional pèsera lourd dans la balance gouvernementale, car contrairement à la

situation actuelle, la multitude de coalitions « neutres » pourrait faire place à des alliances plus classiques, donc à des votes plus clairs au *Bundesrat*. Dans un sens comme dans l'autre. Les quatre votes « neutralisés » de Saxe-Anhalt par exemple pourraient se transformer en quatre suffrages défavorables au gouvernement d'Angela Merkel, si la coalition de Magdebourg réunit SPD et *Die Linke* ; et les six voix « neutres » du Bade-Wurtemberg pourraient devenir un précieux soutien à Berlin, si la CDU parvenait à gouverner avec les libéraux. Deux hypothèses néanmoins que les sondages sont loin de confirmer.

Trente-cinq sera en tout cas le chiffre au centre des commentaires à l'issue de chaque scrutin : c'est le nombre de voix en-deçà duquel le gouvernement sera paralysé dans son action, mais au-delà duquel la coalition chrétienne-libérale aura les coudées plus franches. Un second chiffre sera tout aussi important pour les commentateurs politiques : c'est le score du parti libéral. Le FDP traverse une crise actuellement qui se traduit par des sondages calamiteux. C'est la personnalité du président du parti, Guido Westerwelle, ministre des Affaires étrangères, qui est en jeu : d'aucuns réclament sa démission pour donner un nouvel élan au parti. Les chrétiens-démocrates, présidés par Angela Merkel, jouent quant à eux depuis le début de l'année la carte de l'optimisme, même si l'option SPD-Verts semble avoir actuellement les faveurs d'un électorat très instable. Lorsque les premières manifestations de Stuttgart ont éclaté à l'automne 2010, peu d'observateurs misaient sur les chances de survie du ministre-président Stefan Mappus, mais le déroulement démocratique des consultations entre adversaires et partisans du projet, sous la direction de l'ancien secrétaire général de la CDU, Heiner Geißler, a redonné quelques couleurs aux chrétiens-démocrates. Leur campagne contre les Verts, le « *parti de ceux qui sont contre tout* » (*Dagegenpartei*), semble porter ses fruits. Les électeurs encore indécis, ceux qui feront peut-être la différence, veulent de toute évidence des décisions concrètes et non une politique d'obstruction. Malgré l'impopularité de l'action gouvernementale, le SPD reste à un bas niveau dans les sondages. Trop peu en tout cas pour constituer une alternative à la coalition chrétienne-libérale.